

L'essentiel est que nous devons progresser car le fait de maintenir le statu quo est trop onéreux. Les obstacles existants aux échanges et à l'investissement transatlantiques coûtent des emplois et amplifient les pressions inflationnistes et la hausse des taux d'intérêts. Étant donné les défis auxquels font face les gouvernements des deux côtés de l'Atlantique pour ce qui est de la création d'emplois, de la compression des dépenses, de la réduction du déficit et de la promotion de la croissance, nous ne pouvons nous permettre de suivre une autre voie.

Je suis heureux de voir que les pays de l'Atlantique reconnaissent de plus en plus qu'il faut faire quelque chose pour renouveler et revitaliser les liens transatlantiques.

Ainsi, la Commission européenne a récemment saisi l'administration américaine d'un document sur l'amélioration des liens transatlantiques. L'une des nombreuses recommandations qui y sont contenues consiste à créer un « espace économique transatlantique ». Ce document fait fond sur les suggestions constructives de nombreux dirigeants gouvernementaux, dont mon homologue suédois.

La Grande-Bretagne a proposé une initiative pionnière, qui verrait les pays de l'Atlantique jouer un rôle de chef de file dans la promotion de la libéralisation du commerce et de l'investissement, tant au sein de l'OMC que de l'OCDE. Nos collègues allemands ont, comme moi-même, proposé la création d'un groupe international de citoyens éminents des pays de l'Atlantique pour nous tracer la voie à suivre.

Le dialogue est encore à l'étape de la formulation des façons de procéder et des buts précis à atteindre. Parmi les possibilités relevées, citons des réductions supplémentaires des droits de douane, de nouvelles règles relatives à l'investissement, une protection accrue de la propriété intellectuelle, des accords en matière de transports maritimes et aériens, et une amélioration des règles régissant les marchés publics.

Le programme à proprement parler est encore en voie de formulation, mais un consensus se dégage clairement d'ores et déjà : le statut quo est insuffisant. Si les nations de l'Atlantique veulent rester à la tête du progrès économique à l'avenir, nous devons revitaliser les anciens « ponts transatlantiques », et en jeter de nouveaux.

Le récent Sommet du G7 à Halifax nous a fait entrevoir un bref instant de quoi l'avenir sera fait, lorsque le Canada et l'Union européenne ont signé un important accord de coopération dans le domaine des sciences et de la technologie. Cet accord a ouvert les portes aux entreprises, aux universités et aux chercheurs canadiens, qui pourront désormais former des coentreprises avec des partenaires européens participant au Quatrième Programme